

---

# AGRIBASHING

---

**Pas de santé humaine  
sans santé de la terre**

**DOMINIQUE POTIER**

Député de la Meurthe-et-Moselle  
et directeur de l'Observatoire de l'Agriculture  
et du monde rural de la Fondation Jean-Jaurès.

## **RIEN QUE LE NOM...**

**U**n anglicisme un brin récessif qui sonne déjà comme une alerte: mieux vaut se méfier de ce poison comme de tous ceux qui en font leur miel! L'inventaire, forcément lacunaire, de ce qu'il recouvre, va de la querelle de voisinage à une série de reportages «à charge» en passant par les opérations commandos d'une ou deux ONG. Si les réunir sous un même vocable relève de la construction politique, il reste que ces faits, aussi divers soient-ils, ont en commun d'agir comme de petites bombes à fragmentation.

Avec l'«agribashing», l'«effet lampadaire» est garanti: sa mise en lumière médiatique a quelque chose d'aveuglant. Attention, donc, à ne pas perdre de vue la permanence des enquêtes d'opinions qui, de façon récurrente, nous disent l'attachement des Français à «notre» agriculture, à «leurs» agriculteurs. La vérité est que les Français aiment leurs racines paysannes et sont reconnaissants d'un métier où beaucoup travaillent dur et gagnent peu. Ils ne comprennent pas ce qui leur apparaît comme une dérive d'un âge d'or à la datation improbable. La perte du lien familial crée un effet d'optique, la ferme est romancée, la firme hystérisée. Cette relation singulière, c'est un

Peu « je t'aime, moi non plus » dans un corps-à-corps sensible : l'agriculture, ça se goûte, ça s'entend, ça se voit, ça se sent et, *in fine*, ça nous touche comme peu d'autres champs d'une économie à laquelle elle ne peut être réduite.



**Le discernement entre le respect du vivant comme constitutif de notre humanité ou son culte réduisant l'être humain à une banale animalité.**

Les deux objets de fixation qui dominent sont l'usage des pesticides et la condition animale. Le premier renvoie aux craintes de contamination dans l'eau du robinet, nos assiettes ou encore l'air qu'on respire. Une peur qu'illustre à l'envi le hiatus sur la « bonne distance » d'épandage des produits phytopharmaceutiques. Le second mêle au moins trois horizons distincts : une critique des modes d'élevage dans ce qu'ils génèrent comme écosystèmes économiques, écologiques et sanitaires, une attention au bien-être animal comme signe et prolongement du sentiment de charité et, enfin, l'expression d'un antispécisme qui, à mon sens, rompt avec la tradition humaniste.

Ce qui est en jeu ici et que nous ferons qu'effleurier est bien le discernement entre le respect du vivant comme constitutif de notre humanité ou son culte réduisant l'être humain à une banale animalité.

## DÉCONSTRUIRE L'« AGRIBASHING » COMME OBJET POLÉMIQUE

Si en finir avec l'« agribashing » est une mesure de salubrité publique, il convient de ne pas jouer les pompiers pyromanes. Je crains que les « observatoires départementaux », un arsenal juridique *ad hoc* et les effets de tribunes ne puissent, au mieux, que faire illusion, au pire, ajouter à la confusion. Pour en finir « pour de vrai » avec l'« agribashing », nous devons le déconstruire comme objet polémique et stérile sur la forme et dévoiler les lignes politiques de fond qu'il nous faudra avoir le courage de trancher.

En premier lieu donc, condamner sans ambiguïté tout ce qu'il manifeste d'archaïque : le refus de poser les débats en termes en termes scientifiques et philosophiques comme celui d'agir dans des cadres respectueux de l'État de droit. Dénoncer les attaques personnelles mettant en cause la dignité de tel agriculteur ou de tel salarié de l'agroalimentaire le réduisant à un acte que celui-ci soit ou non préjudiciable. Dénoncer, enfin, la stigmatisation « en bloc » d'une profession, ce qui, en effet miroir, conforte les réflexes corporatistes et retarde un débat et une transition salutaire en son sein. Je pense à cet instant à Erri de Luca : « La fin justifie les moyens... j'ai l'expérience du contraire : la façon dont on poursuit ses propres idéaux, son style de vie, décide si la fin mérite d'être réalisée<sup>1</sup>. »

Le plus triste, c'est que le phénomène émerge après les états généraux de l'alimentation (EGA) qui avaient précisément été imaginés par Nicolas Hulot pour sortir de l'impasse où nous conduisent les conflits latents entre « la profession » et ses contempteurs : l'idée était de partir de la nourriture pour relier agriculture et société. Du partage de la valeur — de la fourche à la fourchette — jusqu'à la visée d'une nourriture de qualité pour tous, les travaux des quatorze ateliers ont tenu leurs promesses et dessinèrent une « nouvelle frontière », dont le président de la République s'est fait l'écho dans le discours du 11 octobre 2017 à Rungis.

Las. Première déception deux mois plus tard, avec l'annonce du projet de loi EGAlim et son catalogue de mesures qui se révélèrent ne pas être à la hauteur des enjeux. La seconde viendra de l'inanité du débat parlementaire. Trop tardif et aléatoire par des groupes d'influence, il retombe dans toutes les tranchées des guerres antérieures, s'égare dans des débats périphériques et passe à côté des fondamentaux de l'agroécologie. Un accident démocratique majeur en lieu et place de qui aurait pu être le cas d'école d'un continuum démocratique entre la société civile, le Parlement et l'État.

J'ai vécu l'expérience de l'intérieur en présidant l'atelier consacré aux modes de productions. Miné par le feuilletage du glyphosate, la publication du rapport sur les NBT, les émissions d'ammoniac

<sup>1</sup> Erri de Luca in Collectif, *Qu'est-ce que la gouche ?*, Paris, Fayard, 2017.

dans les élevages hors sol, l'atelier n° 11, comme d'autres, a été, finalement, un creuset extraordinaire de propositions novatrices, adoptées de façon quasi unanime par l'ensemble des participants. Ce « bougé » entre opposants historiques a été permis par une culture commune nous affranchissant des querelles picrocholine hexagonales. Prenant appui sur les meilleurs travaux scientifiques et les témoignages d'acteurs engagés dans les filières et les territoires, nous avons eu à cœur de restituer le développement rural dans un



**Dénoncer, enfin, la stigmatisation**

« en bloc » d'une profession, ce qui, en effet miroir, conforte les réflexes corporatistes et retarde un débat et une transition salutaire en son sein.

fil historique, de privilégier une approche globale et pluridisciplinaire et, surtout, de nous inscrire dans une prospective planétaire « nourrir 10 milliards d'êtres humains en 2050 ».

Les leaders de l'élevage sont en passe de réussir une petite révolution dans le rapport à la viande bovine avec la mise en valeur du lien positif herbe-carbone et largement « mangez mieux », mais l'aventure collective qui me tient le plus à cœur, par son enracinement, est la mutation d'un petit vignoble lorrain. Ensemble, avec les maires, le syndicat viticole et la chambre d'agriculture, nous décidions d'innover plutôt que de nous perdre dans une communication défensive. Une décennie plus tard, c'est non seulement un des premiers vignobles écolos français mais cette confiance rétablie localement a permis la réussite d'une vaste opération de reconquêtes des friches baptisée « côte à côte ». Les terres qui ont rendu possible l'accueil de nouveaux entrepreneurs sont portées par un collectif de 150 citoyens. Cette identité commune est aussi devenue une marque commerciale dans le cadre des coopérations engagées le long de la vallée de la Moselle avec nos voisins européens.

## LE SIGNE D'UNE PANNE DÉMOCRATIQUE

L'« agribashing » est, de fait, un signe de la panne d'une démocratie dont Pierre Mendès France disait qu'elle était d'abord un état d'esprit. Les pistes qui suivent esquissent les conditions de sa possible remise en mouvement.

**Éloge du débat** avec des principes simples maintes fois éprouvés depuis le Grenelle de l'environnement et dans tant de pays : articuler une écoute « horizontale » des acteurs et la capacité « verticale » de discerner en commun ce qui relève de l'essentiel. Nous disposons pour cela de sources exceptionnelles : l'étude collective de l'Insem sur la santé et les pesticides, Agrimonde du Cirad et de l'INRA sur la sécurité alimentaire, le troisième rapport du GIEC sur les sols et le changement climatique... Éclairer, donc, et démultiplier les débats dans les territoires de vie. Pourquoi ne pas faire, par exemple, des projets alimentaires ou des plans climat territoriaux des « living lab » d'une coopération renouvelée entre urbanité et ruralité, société et monde paysan ? Ou saisir l'opportunité de la mission confiée à la Commission nationale du débat public sur la politique agricole commune (PAC) ? Au-delà, et puisque les questions agricoles et alimentaires nous placent définitivement dans une perspective d'interdépendance planétaire, je rêve que dans chaque parcelle de notre République, les citoyens puissent penser et agir suivant le principe d'une souveraineté solidaire, alternative à un localisme révolu. Une politique des liens plus qu'une politique des lieux.



**Une souveraineté solidaire, alternative**

Un langage commun passe par une science plus citoyenne. En réponse à la défiance des institutions de recherches et de régulation, il faut poursuivre l'effort de transparence, d'autonomie budgétaire et d'engagement éthique. La philosophie propre à la pédagogie expérimentale du mouvement

« tous chercheurs » porte à ce titre la promesse d'un nouveau paradigme, celui d'une science participative renouvelant le pacte civique de l'éducation populaire.

à un localisme révolu. Une politique des liens plus qu'une politique des lieux.

Dans une démocratie moderne, ni l'opinion ni le marché ne peuvent incarner la quête de la vérité et du sens. Il nous manque un George Orwell pour décrire la toute-puissance normative de quelques sociétés privées sur nos imaginaires. Une puissance démocratique digne de ce nom doit donner aux citoyens la capacité de peser sur l'économie. C'est le sens même de nos combats pour

une certification publique de la RSE ou encore le déploiement de la norme haute valeur environnementale (HVE).

**Éloge du politique.** « Il ne faut pas opposer les modèles » est devenu une pensée banale. Elle fait fi de cet antagonisme entre un modèle devenu culturellement dominant et celui qui – économiquement – domine sur un fond d'injustice. « Ne pas opposer » sur l'enjeu foncier peut ainsi, *via* l'accaparement, fragiliser un renouvellement des générations capital pour une authentique transition sociale et écologique. Comment, en effet, dénouer les controverses locales et sectorielles en faisant fi des traités de commerces internationaux, de l'accaparement des terres, de l'oligarchie des centrales d'achat ou encore de la question de la propriété du vivant ? Si l'échec de politiques publiques de prévention comme Écophyto provoque un gigantesque coût de réparation sur le plan sanitaire et environnemental, leur discrédit à également un coût social. En finir avec l'«agribashing», c'est donc avant tout refaire de la politique à tous les niveaux, avec courage et à hauteur d'homme. Fixer des limites, donner un cap et engager des processus. Je crois, en effet, plus que tout, à notre capacité à inscrire dans le temps la mise en mouvement du meilleur d'une société et à l'étonnante capacité d'innovation et de coopération de ses entreprises et de ses territoires.

L'antidote à l'«agribashing» est un processus de réconciliation qui pourrait s'inspirer de ce slogan venu de l'épidémiologie : « *one health* ». Pas de santé humaine sans santé de la terre. La justice et la vie. Réparer l'une pour sauver l'autre.